

Il y a plus de deux semaines, au terme de négociations très serrées portant sur le sauvetage de la Grèce, les ministres des Finances de la zone euro ont abouti à un plan qualifié d'historique (!)



Par Khalid Adnane

*Économiste, École de politique appliquée,
Université de Sherbrooke*

La partie est loin d'avoir été facile : les pays bailleurs de fonds avaient leurs réticences et leurs exigences, si bien que la Grèce a accepté ni plus ni moins que la mise sous tutelle de sa politique budgétaire. Peu importe, pour les négociateurs grecs, le temps pressait, leur pays était à quelques semaines seulement d'une faillite quasi-assurée et l'offre sur la table était loin d'être négligeable.

Un plan de sauvetage historique

En effet, le plan de sauvetage, conclu très difficilement aux petites heures du matin du 21 février (au bout de 13 heures de négociations), est d'une ampleur considérable : 237 milliards d'euros. Il prévoit le versement à la Grèce d'une tranche de 130 milliards d'euros et l'effacement de 107 milliards d'euros des dettes privées, soit plus de la moitié du total des dettes privées grecques. De plus, la Banque centrale européenne (BCE) renoncera aux gains réalisés sur les titres grecs qu'elle avait acquis à rabais sur le marché et les redistribuera aux membres de la zone (incluant la Grèce). Enfin, des modalités très avantageuses en termes de taux d'intérêt seront accordées sur le dernier tiers du plan d'aide initial de 110 milliards d'euros. Cette batterie de mesures devrait permettre à la Grèce de mieux cheminer dans la voie de la restructuration, censée redynamiser l'économie du pays enfoncée dans la récession depuis 5

ans et ramener, entre autres, le niveau d'endettement du pays à un ratio de 120% du PIB d'ici 2020.

Une souveraineté économique compromise

Mais la « sécurité » financière acquise par la Grèce avec ce fameux plan a un prix. Les pays « bons élèves » comme l'Allemagne ou les Pays-Bas, de plus en plus ennuyés par ces sauvetages à répétition des « mauvais élèves » comme la Grèce, ont exigé des garanties renforcées et des intrusions sans précédent dans la gestion interne grecque, notamment en matière de politique budgétaire.

Premièrement, la Grèce accepte un contrôle accru (quasi-permanent) de la part des superviseurs de la « troïka » (BCE, Commission européenne, Fonds monétaire international) et de la fameuse « Task force » (équipe opérationnelle d'inspection de la Commission). Leur contrôle sera déterminant, en particulier pour les engagements de réductions de dépenses (3,3 milliards d'euros supplémentaires exigés) et pour le programme de restructuration économique (réforme des lois du travail, baisse du salaire minimum, programme de privatisations, etc.).

Deuxièmement, les bailleurs de fonds exigent la création d'un compte dédié au paiement du service de la dette qui ne sera pas sous l'autorité d'Athènes (le gouvernement ne peut pas y piger pour des

dépenses publiques, de nature sociale par exemple). Enfin, ils obligent la Grèce à graver dans sa Constitution la priorité accordée au paiement de la dette, dans les deux mois à venir. C'est une érosion importante de sa souveraineté économique qui n'atténue en rien le sentiment d'humiliation déjà répandu dans les rues d'Athènes. Le genre de sentiment qui sera certainement récupéré par les partis d'opposition lors des prochaines élections prévues ce printemps.

Une marge de manœuvre restreinte

Il n'en demeure pas moins que le premier ministre grec, Lucas Papademos, et son ministre des Finances, Evangelos Venizélos, n'avaient guère le choix. En fait, ils se trouvaient littéralement coincés entre le gouffre financier dans lequel est plongée l'économie de leur pays, d'une part, et leur propre population qui se dresse farouchement contre les plans d'austérité mis en place, d'autre part.

Et pour ajouter à la complexité de la tâche qui leur incombe et au peu de marge de manœuvre à leur disposition, cette même population largement mobilisée continue, sondage après sondage, à clamer sa volonté de demeurer dans la zone euro, à plus de 70%. Troublant, direz-vous, pour une population qui s'estime avoir été « flouée » dans ce projet d'union, projet pointé du doigt comme la source de tous les problè-

mes et maux de leur pays!

Et si Franklin avait raison ?

En réalité, les dirigeants et négociateurs grecs ont usé de pragmatisme pour assurer la survie économique de leur pays (pour le moment du moins), sachant très bien qu'ils devaient nécessairement faire des concessions déchirantes. Leurs visages d'ailleurs, à l'issue de ces tractations, en disaient long sur leurs états d'âme et les sentiments partagés qui devaient les animer.

D'un côté, le sentiment du devoir accompli et le soulagement quant à l'issue des négociations, qui évite à leur pays la banqueroute et lui garantit une « sécurité » financière. De l'autre, une terrible appréhension face aux engagements qu'ils venaient de prendre envers leurs homologues, engagements lourds de conséquences, en particulier sur l'exercice de leur propre souveraineté économique.

Benjamin Franklin disait que « celui qui échange la liberté contre la sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre et finira par perdre les deux ». Les dirigeants grecs doivent certainement espérer que cette déclaration, reprise d'ailleurs par le célèbre et sage Président américain Thomas Jefferson, ne viendra pas les hanter de sitôt!



Evangelos Venizélos